

## L'Édito - Quelle reprise pour l'économie française ? par Jean-Noël BARROT

Jean-Noël Barrot est député des Yvelines, vice-président de la commission des finances, et secrétaire général du MoDem. Il est également professeur à HEC Paris et l'auteur d'une étude récente sur les effets sectoriels de la distanciation sociale réalisée avec Basile Grassi et Julien Sauvagnat, tous deux professeurs à l'université de Bocconi.



La crise sanitaire provoquée par l'irruption du virus Covid-19 a entraîné la France et de très nombreux pays à prendre des mesures drastiques de distanciation sociale. La fermeture des commerces non-alimentaires, des restaurants, des écoles, ainsi que les restrictions de circulation ont provoqué un arrêt brutal de l'économie. On estime qu'en l'absence de politiques de soutien aux entreprises et aux salariés, six semaines de confinement pourraient entraîner une baisse de PIB allant jusqu'à 6%. Les premiers chiffres publiés par l'INSEE suggèrent que les mesures annoncées par le Président de la République et mises en œuvre par le gouvernement ont permis d'amortir le choc, bien que ce dernier reste massif et sans précédent historique.

Parmi les secteurs dont la valeur ajoutée est la plus fortement impactée, on retrouve ceux qui sont directement frappés par les fermetures administratives, comme l'hôtellerie restauration ou les activités de loisir, mais aussi les secteurs les plus amonts, comme le plastique, le conseil ou les activités spécialisées, scientifiques et techniques, qui subissent la baisse de la demande accumulée de tous les secteurs aval. Il conviendra donc de leur

accorder une attention toute particulière quand viendra l'heure de la reprise.

La France pourrait mieux résister que d'autres pays européens du fait de la capacité de ses entreprises au télétravail. En 2019, un tiers des employés des entreprises de plus de dix salariés étaient dotés d'appareils portables, ordinateurs, tablettes ou smartphone, leur permettant de se connecter à distance, contre 28% en Europe, 25% en Allemagne et en Italie. Une analyse approfondie des conséquences de ce basculement historique des conditions de travail s'impose, car le télétravail va probablement s'installer durablement dans le quotidien des entreprises.

Alors que se profile la stratégie de sortie du confinement, il n'est pas inutile d'en mesurer les conséquences économiques, selon qu'il est organisé par région, tranche d'âge ou secteur. On estime que le déconfinement d'un salarié deux semaines plus tôt que les autres fait croître le PIB d'un peu plus de 3000 euros. Ce chiffre est relativement insensible à la tranche d'âge ou la région retenue. Il est en revanche très sensible au choix des secteurs concernés : plus ils sont capitalistiques et centraux dans les chaînes de production, plus l'effet de leur déconfinement sur le PIB est important.

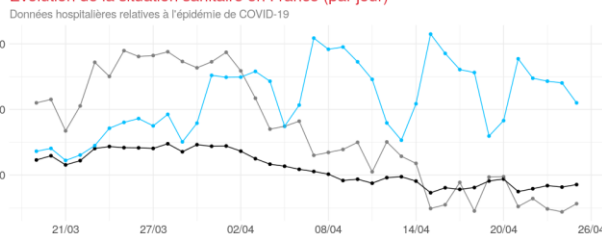
C'est la rapidité d'adaptation des entreprises et la qualité du dialogue qu'ont su nouer les partenaires sociaux qui ont permis de préserver les fonctions vitales de l'économie française pendant le confinement. Il nous faut donc les écouter et les accompagner : la réussite de la reprise en dépend.

## Tableau de suivi de l'épidémie

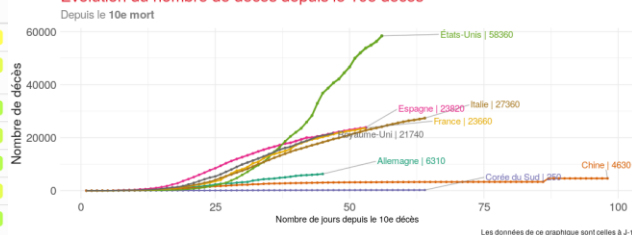
→ **Hausse brutale du nombre de décès au Royaume-Uni ?** - Le Royaume-Uni a enregistré sur la journée de mardi 588 nouveaux décès liés au Covid-19. Alors qu'une légère forme de décrue semblait se dessiner au cours des derniers jours, le bilan de l'épidémie au Royaume-Uni repart donc très nettement à la hausse. Dans les prochains jours, ce bilan devrait également considérablement augmenter, en raison de l'évolution du mode de calcul par les autorités de santé. Dorénavant, les bilans devraient, en effet, intégrer les décès liés au Covid-19 dans les maisons de retraite.

Pays	Décès	Personnes contaminées (Total)	Évolution journalière du nombre de cas	Évolution journalière du nombre de décès	Taux de mortalité	Évolution du nombre de morts (%)
États-Unis	58355	1012582	24385	2096	5,8	4
Royaume-Uni	21745	162209	4002	588	13,4	3
Italie	27359	201505	2091	382	13,6	1
France	23660	165911	69	367	14,3	2
Espagne	23822	232128	2706	301	10,3	1
Allemagne	6314	159912	1154	188	3,9	3
Corée du Sud	246	10761	9	2	2,3	1
Chine	4633	82858	22	0	5,6	0

### Évolution de la situation sanitaire en France (par jour)



### Évolution du nombre de décès depuis le 10e décès



Retrouvez l'ensemble des données en temps réel sur le [dashboard de John Hopkins](#)

## Regard d'expert - Parler vrai, par Philippe RECLUS

Philippe RECLUS, associé senior chez ESL, a été directeur adjoint de la rédaction du Figaro en charge de l'économie. Il a créé et dirigé la fondation Croissance Responsable abritée par l'Institut de France. Il anime un séminaire à l'École Polytechnique consacré à «L'entreprise et ses stakeholders».



Gouvernement, médecins, économistes, médias... La parole des uns et des autres a pris en alternance la main depuis le début de la crise du virus Covid-19 sans qu'aucune de ces paroles ne soit parvenue à installer dans le pays un diagnostic partagé, encore moins un début de consensus. La parole des médecins a commenté l'évolution de la maladie, parfois en se contredisant, et sans éviter des polémiques inutiles. Les médias ont fourni une information la plus « clinique » sans éviter les discours catastrophistes,

compassionnels voire complaisants. La parole des économistes a tardé pour chiffrer les conséquences du confinement et pour dessiner les solutions de sortie.

Tout au long de cette période, la parole publique est apparue sinieuse, d'abord prudemment à la marge, réfugiée derrière les experts, puis dans la description des causes et des dégâts et l'énumération comptable des moyens à mobiliser.

A la veille du début de déconfinement, cette polyphonie a conduit à ce que tout le monde baigne dans l'incertitude. Incertitude sur le virus, sur les coûts de la crise, sur les moyens de relance...

La menace du virus est invisible, insidieuse, pernicieuse. Cette invisibilité s'est projetée dans la vie réelle. Les Français n'ont encore vu que partiellement l'impact et les conséquences de la crise. Mais il les pressentent et les redoutent. La chute historique de l'indice de confiance des ménages en avril le confirme. Quoi de mieux pour alimenter l'immobilisme ? Quoi de plus urgent que de rétablir la confiance ?

L'opinion a compris que l'impact de l'arrêt de l'économie a été pour l'instant compensé par la mobilisation de l'argent public (chômage partiel, report de charges, prêts garantis...). Elle a aussi compris que la violence du choc n'a été que reportée. Elle est capable de comprendre que désormais le temps est venu de redémarrer la machine.

Fixer une date cible - le 11 mai - pour engager la sortie du coma a remis de la perspective et fixé enfin un cap. C'était urgent. Fournir un mode d'emploi était nécessaire. Cela ne sera pas suffisant pour rétablir la confiance. Face à la crise sanitaire, la parole publique a tenté de cacher les lacunes de l'Etat (le meilleur exemple étant la pénurie de masques) derrière des théories fragiles (les masques ne sont pas utiles). Les reproches formulés par le Premier Ministre aux zigzags des scientifiques et aux verrous de la bureaucratie ne peuvent pas tout excuser. L'occasion est donnée de rebondir en réussissant le redémarrage contrôlé mais soutenu de l'économie. A condition de parler vrai. De se faire comprendre dans l'exécution. Et de repenser, dans l'action, le rôle de l'Etat, chargé de dessiner le chemin mais de laisser s'organiser les acteurs responsables. Des acteurs qui ne demandent pas mieux qu'on leur fasse confiance.

**Les députés : commentateurs de la « démocratie médiatique » ou simples acteurs du débat parlementaire ?** – Lors de la présentation du plan de déconfinement par le Premier ministre à l'Assemblée nationale devant 75 députés présents — du fait des mesures sanitaires mises en place par le Parlement — une phrase a résonné aux oreilles des représentants de la nation et d'une partie de l'opinion publique. Edouard Philippe, en fin de discours, [s'en est en effet pris aux «commentateurs»](#) ayant une *«vision parfaitement claire de ce qu'il aurait fallu faire selon eux à chaque instant»*. Avant de poursuivre : *«La modernité les a souvent fait passer du café du commerce à certains plateaux de télévision ; les courbes d'audience y gagnent ce que la convivialité des bistrotts y perd, mais cela ne grandit pas, je le crains, le débat public»*. Un message envoyé aux acteurs qui cultivent le débat public pendant la crise sanitaire du moment, mais également aux députés, qui ont pris des positions radicales sur les critiques à l'égard du gouvernement et sa gestion de la crise. De la France Insoumise à [Debout la France](#), en passant par [les Républicains](#), de nombreux groupes parlementaires ont, tour à tour, [présenté leur plan alternatif de déconfinement](#), renouvelant leur absence de confiance envers le gouvernement. Une action dans le débat public actuel, que le Premier ministre a voulu décrier, rappelant une certaine vision de la Ve République, en déclarant que *«les députés ne commentent pas. Ils votent»*. Mais alors, quel rôle doivent jouer les représentants de la nation pendant la crise sanitaire, au sein du débat public qui en découle ?

Car si cette phrase peut sembler anecdotique, prononcée en fin de discours afin d'appeler les députés au vote sur le plan de déconfinement présenté par le gouvernement ; elle peut surtout faire surgir des considérations plus profondes. Des considérations médiatiques et politiques qui interrogent sur la place des députés dans les démocraties modernes en temps de crise, à l'heure de la prédominance des médias et des réseaux sociaux dans le débat public. Plusieurs utilisateurs de Twitter [ont en effet remarqué cette formule](#), attaque en règle contre les commentateurs de l'actualité, et se sont demandés à qui elle était destinée. Aux éditorialistes, qui feraient part, à longueur d'émissions télévisées, d'analyses dignes des *«bistrotts»* ? Ou aux députés, lesquels sont appelés par Edouard Philippe à rester des représentants de la nation et à ne pas devenir de simples commentateurs de l'actualité ? Sortant des questionnements, une partie de l'opinion publique [s'est insurgée](#) contre ce *«rappel à l'ordre»* formulé par le Premier ministre, rappelant qu'il était, selon eux, du devoir du député également de participer au débat public dans toutes ses formes. De même qu'il est du devoir de l'opposition, dans un système politique démocratique, que de faire part de ses critiques du gouvernement, que ce soit au sein de l'Hémicycle ou dans les médias.

Car si Edouard Philippe a voulu redonner ses lettres de noblesse aux représentants de la nation, glorifiant le vote parlementaire et fustigeant les commentaires des plateaux télé, la période actuelle, connectée, numérique, durant laquelle une bonne partie du débat public s'exerce sur les réseaux sociaux, n'appelle-t-elle pas les représentants de la nation à continuer de cultiver le débat au sein des médias ? Si la crise sanitaire actuelle a eu son lot de commentaires et de critiques envers le gouvernement, les députés n'auraient-ils pas au moins autant de légitimité à prendre la parole dans les médias que les éditorialistes ? Dans une démocratie où l'opinion et ses phénomènes s'analysent au sein des réseaux sociaux et des médias, la prise de parole par des acteurs institutionnels sur ces canaux ne répond-elle pas aux enjeux démocratiques et de transparence d'aujourd'hui ? ([Alexandre Trifunovic](#))

**Après le discours d'Edouard Philippe, catholiques et droite conservatrice font campagne contre le report de la reprise du culte** – Parmi les interdictions qui resteront en vigueur jusqu'au 2 juin prochain, celle des cérémonies religieuses (hors funérailles en comité réduit) n'en finit plus de susciter le mécontentement de la part de certains catholiques français. Leurs réactions à l'instar de celles émanant d'autres franges de l'opinion (du monde du sport ou de la culture), également mécontentes des mesures du plan de déconfinement annoncé par le Premier Ministre, offrent un exemple singulier de lobbying, y compris digital.

De nombreux catholiques avaient en effet revendiqué de pouvoir se réunir dans leurs églises à l'occasion de la fête de la Pentecôte, après avoir été privés de célébrations durant la Semaine Sainte. Si le comité permanent de la Conférence des Evêques de France se garde bien de s'opposer trop frontalement au gouvernement tout en affichant son mécontentement, se contentant de *«prendre acte avec regret»* de cette annonce, certains d'entre eux se démarquent de cette position prudente comme [Mgr Aupetit](#), archevêque de Paris, pour qui *«aller à la messe, ce n'est pas aller au cinéma»*, tout comme certains prêtres [actifs sur les réseaux sociaux](#). La fronde semble particulièrement vive parmi les fidèles les plus militants et les plus conservateurs, notamment à l'égard de leurs représentants religieux, jugés trop timorés, qu'ils appellent à prendre position plus franchement contre l'exécutif. Cette opposition a trouvé une chambre d'écho particulière sur le web et les réseaux sociaux. Outre le lancement [de pétitions en ligne](#) sur des espaces en ligne disparates et les appels [à protester sur le site de l'Élysée](#) pour peser sur la décision de l'exécutif, le hashtag #RendezNousLaMesse agrège les expressions de mécontentement, notamment [au sein de la mouvance intégriste](#), qui cultive historiquement des relations tendues avec l'ordre républicain, et en particulier avec la présidence d'Emmanuel Macron. Depuis l'entrée en vigueur du confinement, celle-ci s'était manifestée comme l'une des franges les plus militantes à l'encontre du confinement. L'affaire de la *«messe clandestine»* de Saint Nicolas du Chardonnet la veille de Pâques, qui avait suscité un très grand retentissement et une forte indignation, avait singulièrement mis en lumière cette dernière et manifesté son isolement dans l'opinion.

Passé l'étape du confinement, la revendication de la reprise du culte, loin d'être limitée aux catholiques les plus traditionalistes, trouve un certain écho à droite et dans la mouvance conservatrice. Bruno Retailleau, Sénateur de la Vendée et président du groupe LR au Sénat, s'est élevé [dans un tweet](#) contre une atteinte à *«la liberté religieuse»*, et écrit au ministre de l'Intérieur pour lui demander d'autoriser les rassemblements religieux le 11 mai. Ces oppositions coalisées, religieux et conservateurs, opposent à l'interdiction des cérémonies publiques la réouverture des écoles et celles des commerces. Et alimentent par là un discrédit sur la rationalité du plan de déconfinement qui risque de dépasser le rang des seuls fidèles. ([Jean-Baptiste Delhomme](#))



Bruno Retailleau  
@BrunoRetailleau

Interdire les cérémonies religieuses alors que les commerces rouvriront là où elle peuvent se tenir dans de bonnes conditions sanitaires est une décision incompréhensible. La liberté religieuse fait partie de nos droits fondamentaux.

7:57 AM · 29 avr. 2020 · Twitter for iPhone

464 Retweets 1 k J'aime



Adeline Francois  
@a2linefrancois

« J'ai été frappé par le nombre de commentateurs ayant une vision claire de ce qu'il aurait fallu faire à chaque instant. Les députés ne commentent pas. Ils votent »  
[#EdouardPhilippe](#) (coucou les yakafocn)

4:05 PM · 28 avr. 2020 · Twitter for iPhone

313 Retweets 1,6 k J'aime

## À propos de nous



Xavier DESMAISON,  
CEO  
[x.desmaison@antidox.fr](mailto:x.desmaison@antidox.fr)

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY,  
Président du Directoire  
[alexandrem@eslnetwork.com](mailto:alexandrem@eslnetwork.com)

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.